

par le Pacte de l'automobile, les commissions de mise en marché des produits agricoles, les entreprises du secteur public ainsi que les efforts du gouvernement pour augmenter sa participation dans les industries culturelles. Ce qui est en jeu, somme toute, c'est tout le caractère distinct de l'économie canadienne et de nos politiques sociales progressistes, plus humaines et plus tolérantes. Cela limite aussi nos perspectives économiques à l'Amérique du Nord. C'est le cas du Pacte de l'automobile, au sein duquel les Canadiens croyaient s'être trouvés un abri à toutes épreuves et se retrouvent aujourd'hui avec un marché occupé à 28% par des voitures importées (dont près de 42% du marché des petites cylindrées), pendant que les Américains se dépêchent de faire l'acquisition, à l'étranger, des infrastructures de la production automobile qu'ils peuvent encore prétendre acquérir et contrôler.

Mais il y a pis encore: pendant que les Conservateurs s'amuse avec le libre-échange, l'économie canadienne pousse des cris d'alarme. Compte tenu des inclinations des Conservateurs pour réduire le rôle interventionnistes de l'État, et pour lorgner du côté des États-Unis lorsqu'il s'agit de trouver des solutions aux problèmes économiques, on ne sera pas surpris de noter qu'aucune politique et aucun programme ne sont présentement en préparation pour tenter d'orienter l'économie canadienne et la croissance du commerce. Voilà une belle façon de s'esquiver et de s'arranger pour ne pas faire face à ses responsabilités! Cette attitude va de plus à l'encontre des réalités internationales. La réalité est que nous nous débrouillons plutôt bien lorsqu'il s'agit de concurrencer les États-Unis (et ces négociations risquent d'entraîner une réduction de notre excédent commercial), mais que nous faisons piètre figure lorsqu'il s'agit de faire concurrence avec le reste du monde! Notons aussi que la réalité internationale n'en est pas une de "libre-échange" tel qu'on l'entend, mais qu'elle est dominée d'une part par les entreprises multinationales oligopolistique, et d'autre part, par une intégration des initiatives privées et publiques visant à favoriser le caractère compétitif des compagnies de chacun des pays en cause. Ce dont le Canada a besoin n'est pas tant d'auto-suffisance et de protectionnisme, que de politiques et de programmes qui fourniront les outils nécessaires aux entreprises canadiennes pour leur permettre de soutenir la concurrence avec le reste du monde. Nous avons plus besoin de nous faire confiance que de compter sur la panacée du marché américain. Nous devons reconnaître que la croissance économique est alimentée autant par une économie intérieure productive et équilibrée, que par un accroissement du commerce extérieur, une leçon que les Japonais ont apprise il y a déjà quelques années.

Les dangers culturels

Nous faisons face à des exigences semblables au niveau culturel: tout nous indique que les Canadiens doivent entreprendre des efforts positifs concertés pour soutenir leurs industries culturelles, telles l'édition, la vidéo, le cinéma, la radio et la télédiffusion. Mais les Américains veulent que ces